Numéro 6

Mardi
9 octobre 1979

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Après la marche des femmes, Yvette Roudy : le droit au travail, aussi - Véronique Neiertz : réponse à Gisèle Moreau • Réforme des collectivités locales : propositions des conseillers généraux socialistes • L'aide publique à l'industrie, faillite du libéralisme • Le relèvement du crédit aux Etats-Unis : un nouveau coup de bluff ?

La campagne anti-socialiste du PC sévèrement jugée par Elleinstein

Troubles chez les communistes

Tout est bon de ce qui peut «casser» l'union, empêcher qu'elle se renoue, justifier les raisons du P.C. de n'en plus vouloir.

Après l'Europe, la Défense et tant d'autres prétextes, les communistes en trouvent même, maintenant, dans l'action des socialistes pour la sécurité dans l'industrie nucléaire, et dans le soutien qu'ils apportent à la lutte des femmes pour leur liberté.

Sur ce point, la relation par l'Humanité de la marche des femmes de samedi - que nous reproduisons en page 2 - va au delà de tout. Les militantes de l'avortement libre y sont tout simplement accusées de «dédouaner le gouvernement de ses responsabilités» !

Face au mouvement engagé par les syndicats et toute la gauche pour obtenir le report du chargement des réacteurs de Tricastin et de Gravelines, le P.C. préfère s'isoler. Ainsi, il se retire du collectif constitué dans la Drôme. Il accuse le P.S. «en mettant en cause le développement atomique, d'aller à l'encontre des intérêts immédiats et d'avenir du pays» (l'Humanité du 5 octobre). Il épouse en fait les thèses du pouvoir, telles que les développe le ministre Giraud, en expliquant que le problème est avant tout économique.

Ce dénigrement tous azimuts ne va naturellement pas sans contradictions. Comme dans le numéro de l'Huma traitant de la visite de M. d'Estaing à Pau. Sous le titre «Duo Giscard-PS», on reproche violemment à André Labarrère d'avoir reçu Giscard dans sa mairie ; mais dans un encadré juste en dessous, on apprend que les conseillers municipaux communistes étaient là eux-aussi et qu'ils ont serré une main présidentielle !

Tout cela «provoque troubles et inquiétude chez les communistes». C'est l'historien Jean Elleinstein qui le déclare dans le Nouvel Observateur, en précisant trois points sur lesquels il n'est «pas d'accord avec son Parti». Mais l'Humanité ne dit mot de cette interview. Georges Marchais préfère analyser «la crise qui frappe actuellement le Parti Socialiste» ; il ignore qu'il puisse en exister une au P.C.

Sur plusieurs exemples du comportement de la direction de son parti, Jean Elleinstein est net : «la façon dont on a critiqué Edmond Maire me paraît inacceptable... »

«Je ne vois pas pourquoi quand le gouvernement adopte une position avec laquelle on est d'accord, on n'exprimerait pas cet accord... sans pour autant être suspecté de travailler à un consensus de droite».

«Contre l'antisémitisme en U.R.S.S. le P.C. n'est pas intervenu avec assez de vigueur».

«Lors de l'enterrement de Pierre Goldman, il n'y a pas eu de prise de position officielle du Parti, ni de représentation. Je ne le comprends pas... était-ce en raison de la personnalité de la victime ? Ou est-ce par refus de participer à une manifestation de rue aux côtés de dirigeants socialistes».

Voici quelques questions, posées par l'un des leurs, auxquelles les dirigeants communistes devraient répondre. En laissant les socialistes répondre à celles qui se posent chez eux.

Georges Fillioud

épingle

«Au fond, les Français ont trois caractéristiques : leur gôut des privilèges, leur hypocrisie, et, Dieu merci, leur trouille, grâce à laquelle ils votent toujours pour la majorité».

Cette haute opinion de ses concitoyens (et électeurs) est de Raymond Barre, cité par «Le Point».

Désarmement (suite)

Brejnev fait un geste

A Carter de répondre

Le premier Soviétique a donc fait, à l'occasion des festivités pour le 30e anniversaire de la R.D.A., «des déclarations importantes et neuves», comme «Riposte» l'avait annoncé dès samedi dernier.

Hier matin, sur Europe I, Lionel Jospin a exprimé la position des socialistes français sur le geste soviétique. «... Il vaut mieux un geste vers la paix qu'un geste dans l'autre sens, même si le potentiel militaire soviétique ne se trouve pas réduit de façon significative... Les Soviétiques estiment que la détente est actuellement remise en cause. Le retrait de 20.000 hommes et d'un millier de chars doit plutôt être interprété comme une indication. Etant donné l'état actuel des relations Est-Ouest, il n'est pas inutile de s'envoyer ce type de message».

Carter, coincé par sa pré-campagne électorale, pourra-t-t-il répondre positivement ? En obtenant vite une ratification, par le Congrès des accords Salt 2 ?

En ce qui concerne la couverture de l'Europe par «le parapluie nucléaire américain», que certains considèrent comme «percé», Jospin a ajouté : «Notre propre politique de défense est fondée sur la force de dissuasion et sur l'autonomie de décision. Si des «trous» sont plus nombreux, en cas de conflit, nous recevrons quelques gouttes, mais nos voisins européens seront trempés».

Aides publiques à l'industrie

La direction la plus absolue reste de règle au sujet des aides publiques à l'industrie. Le ministre André Giraud a bien parlé d'une mini-réforme de leur octroi mais la rencontre Ceyrac-Barre pourrait bien éviter ce désagrément aux patrons.

Voir notre article
en dernière page

Riposte 9 oct 79

POSITIONS

Après la marche des femmes, samedi...

L'I.V.G. et «le sens de la morale»

par Véronique Neiertz (*)

Dans l'Humanité du 4 octobre, la rubrique «attaquons le P.S., ça ne coûte rien et ça fait passer le temps» permet à Gisèle Moreau de placer une ou deux banderilles de plus. Ce genre d'exercice, distille l'ennui. Mais pour une fois, on aurait envie d'en sourire tant la critique est maladroite et l'approche défensive.

Les propositions socialistes relatives à l'I.V.G. seraient «irresponsables» parce qu'incompatibles avec le «sens de la morale»...

Nous y voilà. Les socialistes n'ont aucun sens moral, c'est bien connu. Par contre, les communistes sont profondément moraux. C'est probablement au nom de la morale qu'ils sont réticents devant toute analyse sérieuse de liberté en général, et de celle des femmes en particulier.

La morale communiste, à cet égard, c'est la morale de la droite. D'ailleurs, les uns et les autres font les mêmes propositions. Les communistes «à la base» refusent systématiquement de participer aux actions lancées localement, dans le but d'obtenir l'application et la libéralisation de la loi de 1975. Ce n'est pas seulement parce que le P.C. n'est pas en mesure de contrôler ces actions, c'est aussi parce qu'en adaptant un point de vue résolument moral et médical, ils restent sur des positions de statut-quo social qui impose la passivité. La maternité considérée comme fonction sociale, la procréation devoir d'Etat, la sexualité féminine sanctionnée sont des notions qui ont la vie dure. Avant, pendant et après, Jeannette Vermeersch.

Pour ce qui est du point précis sur lequel Gisèle Moreau attaque le P.S., à savoir le délai maximum légal de 20 semaines, les arguments sérieux et responsables ne manquent pas :

1. Les avortements tardifs ne représentent que 2% à 3% des demandes. A noter que 47% d'entre-eux sont dûs aux pratiques dissuasives du corps médical.

2. Les femmes qui réclament, dans de tels délais, l'autorisation d'avorter, auront recours de toute façon, si on le leur refuse, à l'avortement clandestin.

3. Les femmes savent que les médecins qui se voilent la face devant les avortements tardifs, sont souvent les mêmes qui n'hésitent pas à pratiquer l'hystérectomie avec une grande légereté, pour ne pas dire irresponsabilité.

4. Les législations européennes sont beaucoup plus libérales : 16 semaines pour les adultes et 20 pour les mineures en Finlande, 18 en Norvège, 20 en Grande Bretagne, pas de délai maximum légal en Suède, au Pays Bas, au Danemark.

La politique de la main tendue, c'est peut être bien pour certains chrétiens. Entre gens moraux, on se comprend. Mais les femmes n'ont pas besoin qu'on leur tende la main. Ni qu'on leur fasse la morale. Elles ont besoin de liberté. La liberté ne se mesure pas à l'aune d'une morale qui n'est pas -qui ne sera jamais - la leur.

Sans commentaire

L'Humanité de lundi rend compte en bas de page 6 de la Marche des Femmes de samedi, annoncée dans le titre comme «Manifestation pour l'avortement». On y apprend que «plusieurs milliers de femmes» ont défilé (quand les autres journaux, de toutes opinions, parlent de plusieurs dizaines de milliers) et que «malgré le soutien apporté par les radios (?) à cette manifestation, le nombre des participantes était loin de l'objectif que s'étaient fixées les organisatrices». Citons encore : «Les manifestantes ont revendiqué un droit sans mettre en cause la responsabilité du gouvernement...»...«Laisser de côté cette question fondamentale des moyens nécessaires pour l'application de la loi, c'est dédouaner le gouvernement de ses responsabilités. Outre qu'elle laisse la porte ouverte à tous les trafics, la revendication de l'avortement libre va dans ce sens».



Yvette Roudy, Véronique Neiertz, Edwige Avice... et toutes les autres

Le droit au travail, aussi

par Yvette Roudy (**)

Où en est la lutte des femmes en ce début d'automne 1979 ? Je dirai qu'elle s'inscrit dans un climat général de crise, d'interrogations et de pessimisme, et qu'elle s'en ressent. Comme toutes les autres luttes, dont il est, d'ailleurs, plus que jamais important de ne pas l'isoler.

Parce que la crise atteint d'abord les plus vulnérables, et que les femmes font partis, avec les jeunes, avec les immigrés, de ce qu'on appelle le second marché de l'emploi, leur droit au travail est aujourd'hui menacé : début 1979, sur l'ensemble des chômeurs (toutes classes d'âge confondues), 52 % étaient des femmes. Pour les classes d'âge inférieurs à 25 ans, on atteint 61,7 %. Et elles bénéficient beaucoup moins que les hommes des indemnités de chômage : déjà en 1975 - alors que le nombre des chômeurs et des chômeuses était à peu de choses près équivalent - sur un montant global de 7,9 milliards, la part qui est allée aux femmes n'était que de 2,9 milliards de francs. Enfin, les chiffres montrent qu'elles mettent plus longtemps que les hommes à retrouver un emploi.

Il faut se battre pour le droit au travail, même si, de Jean Paul II à Christiane Collange, on nous suggère de toutes parts et avec une si douce insistance, de rentrer à la maison. Une telle campagne, venant à un tel moment, ne peut être le fruit du hasard. Elle traduit une volonté réactionnaire au sens propre du terme. Elle dit la régression qui nous menace.

Récession, régression. Retours de racisme, violence fascite. Les droits de la femme sont menacés. Les droits de l'homme aussi. On ne peut fractionner les combats.

Etre optimiste

Contre cette force de régression, comment résisterons-nous ? Leur capacité de lutte, les femmes en ont déjà fait la preuve dans le combat de l'I.V.G., précédé par ce coup de tonnerre que fut, en 1972, le Manifeste des 344. La marche de samedi, à Paris, a démontré encore une fois l'ampleur de leur mouvement.

Je ne serais pas militante si je croyais en une fatalité. Je veux dont être optimiste, et les raisons ne manquent pas : les femmes ont changé en trente ans. Il y a, surtout chez les jeunes, une prise de conscience réelle de la discrimination qui les frappe. Elles sont plus informées, plus lucides, moins passives, moins résignées.

Il faut donc se battre. Il faut, c'est urgent, élargir le front des femmes. L'I.V.G. est un combat. Il ne doit pas faire oublier que le droit au travail est encore à conquérir et à défendre. Partis, associations, syndicats, peu importe par quelles voies, mais il faut que les femmes se rejoignent. Et que les hommes les accompagnent.

(*) Secrétaire Nationale du PS à la lutte des Femmes — Voir dans «Riposte» du 4.10.79 notre rubrique «Qui est qui ?»

(**) Députée européenne après avoir été secrétaire nationale du PS à la lutte des Femmes, Yvette Roudy milite à Strasbourg, avec l'appui des femmes parlementaires socialistes et communistes Européenne des Droits des Femmes.

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC ANDRE LAIGNEL

André Laignel, président du Conseil général de l'Indre et maire d'Issoudun a été chargé en avril dernier d'une délégation générale à la décentralisation et aux collectivités locales.

«Pour le P.S. la décentralisation marque une volonté de rupture avec les structures capitalistes. Lorsque nous arriverons au pouvoir, ce sera une des premières tâches du législateur de voter un ensemble de mesures pour modifier les rapports entre les citoyens et l'Etat. Elle répond à une nécessité absolue : rapprocher le pouvoir du citoyen. C'est un des piliers fondamentaux de la politique socialiste avec la planification et l'autogestion»

— Dans le cadre législatif actuel, le citoyen voit-il la différence lorsque la gauche est au pouvoir ?

«Oui, sans aucun doute. D'abord il y a une différence d'approche entre les élus et la tutelle. Toute l'action des élus socialistes au niveau local consiste à redonner le pouvoir aux élus. Je dis bien redonner, car progressivement la tutelle a usurpé ces pouvoirs.

«D'autre part, les élus socialistes ont entamé une action directe d'information de la population, et dans le cadre des conseils généraux, c'est absolument nouveau.

«Un exemple concret de cette politique, s'illustre dans le cadre du débat budgétaire. D'une part, certains conseils généraux ont négocié et imposé de nouvelles formes d'élaboration du budget. La loi prescrit que «le préfet instruit et exécute le budget départemental.»

«Dans le cadre de cette loi, nous avons obtenu le partage de responsabilité **dès la définition des grandes masses.** En effet, le budget est doté d'une logique globale : les modifications par amendements n'en altèrent pas la nature. Ce budget là, qui engage vraiment les élus, nous voulons qu'il fasse l'objet d'un débat public, largement diffusé»

— Réactions du corps préfectoral ?

Elles suivent la nature des hommes. Mais, en général, il ne lâche rien. Sauf lorsqu'une nette majorité de gauche est animé d'une volonté inébranlable, et cela a déjà porté ses fruits»

— Dans le projet de décentralisation socialiste, quel est le but des communes rurales ?

«Le principe est simple : il faut que les maires ruraux se réfèrent plus à leur conseiller général qu'à l'administration départementale. Pour les y inciter, nous avons instauré là où nous l'avons pu, un Fonds d'équipement des communes qui crée des liens organiques entre les élus»

— Giscard en Aquitaine a prôné un renforcement du département et de la commune, au détriment de la région.

«Logique dans un système qui cherche à déconcentrer là où il possède un pouvoir structuré. Pour nous, les trois échelles doivent se renforcer. Au détriment de l'Etat anonyme et en faveur des élus responsables.»

— Combien de temps faudra-t-il pour appliquer cet ensemble de réformes ?

«Cinq ans, mais les efforts essentiels seraient ressentis dès la fin de la première année»

Dimanche 14 à Bourg-en-Bresse, au Parc des Exposition, Fête de la rose au cours de laquelle André Laignel donnera la primeur des cinq propositions de loi sur la décentralisation qui seront déposées sur le bureau de l'A.N. durant cette session.

CONFERENCE DE PRESSE

Aujourd'hui à 15 heures à l'Assemblée Nationale (3e bureau) Guy Bèche député, et Jean Paul Bachy, délégué général à l'Emploi, présenteront la proposition de loi socialiste sur la réforme du contrat de travail temporaire.

ELECTIONS PARTIELLES

Cantonales partielles (1er tour) à Hucquelier (Pas-de-Calais) Il s'agissait de remplacer un conseiller général de droite, décédé. Par rapport à mars 1979, le candidat PS a progressé de 2,69%, passant de 22,31 à 25%. Le candidat PC a progressé de 5,5%, passant de 4,4 à 9,9%. La droite marque donc un recul de 7,5%.

Riposte *La Lettre de l'Unité*
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** Gaulier - Paris

AGENDA

10 OCTOBRE. **Rencontre P.S.-C.G.T.**
12 - 12 OCTOBRE. Lille. **Congrès sur le Patrimoine Industriel.** Office Régional Culturel du Nord-Pas-de-Calais.
13 OCTOBRE. **Conférence des Secrétaires fédéraux à la Formation** (FIAP, 30 rue Cabanis 75014 Paris)
13 OCTOBRE. Paris - Journée des Premiers Secrétaires Fédéraux.
14 OCTOBRE. **Fête de la rose** à Besançon.
14 OCTOBRE. **Michel Rocard au «Club de la presse»** Europe 1 à 19 h.
15 OCTOBRE. **Déjeuner de l'Association des journalistes de la Presse Etrangère.** Lionel Jospin invité par le Parti Socialiste.
16 OCTOBRE. **Meeting du Parti Socialiste** à Paris, Porte de Pantin.

REFORME DES COLLECTIVITES LOCALES

Samedi, s'est tenue à Paris une réunion nationale des Conseillers généraux socialistes. Au cours de la séance, le projet de loi de réforme des collectivités locales a été sévèrement critiqué. Voici les conclusions de cette rencontre.

Le gouvernement veut faire voter une loi de réforme des collectivités locales et notamment du département qu'il connait bien : il veut y transférer des compétences mais ignore totalement les êtres. Il s'agit donc d'une déconcentration et pas d'une décentralisation. Par exemple au niveau de l'éducation nationale on va donner des pouvoirs consultatifs à un comité départemental mais l'ensemble des normes de création de postes, de fermetures de classes continueront à être déterminé par le ministère.

Par ailleurs aucun crédit nouveau de l'Etat ne sera transféré sur le département alors que les charges de ce dernier seront plus importantes. Ainsi les élus locaux doivent s'occuper de la santé scolaire totalement à l'abandon et dont l'Etat avait la charge.

Le P.S. va déposer dans les semaines à venir cinq propositions de loi portant sur la décentralisation de l'Etat et la réforme des collectivités locales :
- une loi organique sur la décentralisation
- cinq lois ordinaires portant sur la régionalisation, les finances locales, le statut des élus, la création d'une véritable fonction publique locale.

Il faut en effet à tous les échelons rendre le pouvoir aux élus et, au niveau du département, cela signifie que l'exécutif doit être donné au président du conseil général. Le préfet doit être remplacé par un commissaire du gouvernement uniquement chargé de coordonner les services de l'état.

Les assemblées départementales représentent un des secteurs où le Parti socialiste a le plus progressé et où il détient une part de pouvoir non négligeable. L'échelon départemental est devenu dans l'esprit du Parti socialiste la bonne dimension d'une décentralisation moderne. Il s'agit donc pour les socialistes d'intégrer le département dans la logique d'un projet de société et comme l'a dit F. Mitterand de conquérir de nouveaux espaces de liberté.

QUESTION ECRITE D'Alain Vivien

Sur les activités poursuivies en Namibie par des intérêts français qui continuent en dépit des résolutions adoptées aux Nations Unies en 1974 et 1977.

En dépit du fait que ces résolutions ne sont pas contraignantes, A. Vivien demande «si le gouvernement envisage de respecter et de faire respecter par les organismes ou les sociétés relevant directement de sa responsabilité les résolutions précitées».

Télé P.S.

CAMPAGNE D'ADHESION : REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE . IL SE BAT POUR VOUS !

Aides publiques à l'industrie

La faillite du libéralisme

François Ceyrac était reçu, hier, à Matignon. Dimanche, en Avignon, il avait plaidé pour la libération des marges commerciales devant les Assises nationales du Commerce. Marges, profits, aides publiques, etc... tout cela reste bien discret alors que le ministre de l'Industrie vient d'annoncer un train de réformes de peu d'envergure au sujet de l'octroi de ces aides à l'industrie, non sans accompagner cette annonce d'une forte campagne publicitaire.

Ce remue-ménage est d'abord un constat d'échec. Il est temps de parler de politique industrielle après avoir encouragé le démantèlement de secteurs entiers de l'industrie française (sidérurgie, informatique, textile, construction navale, etc...).

Rappelons que la production industrielle française se situe à peine au niveau atteint il y a cinq ans et qu'en trois ans, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 52 %.

Cependant, le fait même qu'un glissement de langage se soit produit dans le discours officiel, qu'on parle à nouveau d'intervention de l'Etat en matière industrielle, démontre qu'il n'est plus possible de dissimuler la faillite du libéralisme avancé dans ce domaine, comme dans les autres.

Une aide au grand capital

L'annonce de ces mesures ne doit pas nourrir de vaines illusions ; au-delà de quelques changements de procédure, on assiste, en effet, au renforcement de la concentration de l'aide publique au profit de quelques groupes privés.

Il est d'ailleurs significatif que le gouvernement refuse, malgré tous ses engagements, de rendre public le rapport Hannoun sur l'aide de l'Etat à l'Industrie ; sans doute, les Français seraient-ils choqués d'apprendre que la moitié de cette aide, payée par les contribuables, est réservée à six puissants groupes industriels.

Le Gouvernement de Monsieur Barre ne peut mettre en œuvre une politique industrielle digne de ce nom ; sa démarche repose sur des postulats erronés : il affecte de croire que l'emploi sera restauré grâce à l'amélioration de la compétitivité de quelques grandes sociétés françaises ; et il a effectivement tout entrepris pour modifier le partage entre capital et travail au profit du premier. Mais c'est le contraire qui se produit, car la logique du capitalisme multinational conduit simultanément les groupe les plus puissants à fermer leurs installations en France et à en ouvrir d'autres à l'étranger pour profiter des bas prix de la main d'œuvre ou des possibilités d'évasion fiscale. Ainsi, s'explique qu'en dépit d'une forte hausse des profits, les investissements dans l'industrie privée en France restent rigoureusement stagnants depuis quelques années.

Le Parti Socialiste propose une politique industrielle volontariste, dotant notre pays d'une industrie nationale dans les secteurs stratégiques dont il ne peut être question de se désintéresser (informatique, sidérurgie), mais aussi dans les secteurs qui constituent les débouchés d'autres domaines de l'activité économique nationale (bois-papier, agro-alimentaire).

Des secteurs à l'abandon

La nationalisation des secteurs clé de l'industrie française, la maîtrise du crédit et la fixation de grands objectifs par la planification démocratique constituent les instruments de cet impératif industriel que la gauche seule peut assumer.

Une politique industrielle efficace passe par la réconquête du marché intérieur dans un certain nombre de domaines où nous sommes désormais absents de façon excessive (électroménager), ainsi que par la réduction progressive de la part du commerce extérieur dans le produit national. Cette réduction n'implique pas un repli protectionniste ; elle est compatible avec une croissance mesurée de volume du commerce extérieur fondée sur des accords équilibrés de coopération entre Etats.

Il est réaliste de constater que notre pays ne peut d'emblée s'affranchir de certaines contraintes extérieures dans un monde largement dominé par l'actuelle division internationale du travail.

Mais au lieu de fonder une politique que sur la compétitivité de quelques groupes, c'est une compétitivité globale de l'économie française qu'il faut rechercher ; compétitivité qui ne doit laisser aucun secteur stratégique existant au potentiel à l'abandon et qui recommande d'exercer une action vigoureuse dans les secteurs d'avenir (informatique, télématique, aéronautique spatiale, approvisionnement énergétique...).

Michel Charzat
Secrétaire national au Secteur Public

Relèvement du crédit aux Etats-Unis

Coup de bluff ?

Coup de bluff qui fera long feu ou ravaudage susceptible de calmer les marchés des changes au moins durant quelques temps ? Le tour de vis donné au crédit aux Etats-Unis a un objectif très clair : restaurer la confiance des milieux financiers internationaux à l'égard du dollar et, pour ce faire, tenter de tordre le cou à l'inflation.

Les moyens mis en œuvre ? Des plus traditionnels : nouveau saut de puce du taux de l'escompte (de 11 à 12 % et gel d'une partie des fonds détenus par les banques.

En d'autres temps on se serait étonné devant tant d'audace. Au temps où les dollars circulant hors des Etats-Unis menacent d'atteindre le montant fabuleux de 1 000 milliards, c'est le scepticisme qui prévaut.

Chacun sait qu'on est loin de s'attaquer à la racine du mal, à savoir la surabondance de capitaux « flottants » détenus par les spéculateurs qui font la pluie ou le beau temps avec les monnaies.

Mais pourquoi donc les Etats-Unis mettraient-ils délibérément un terme au privilège fabuleux d'émettre eux-mêmes la monnaie de réserve internationale et de payer ainsi leurs dettes en monnaie de singe ?

Giscard : discours aux veuves

La campagne pour les présidentielles a déjà commencé. On en veut pour preuve la déclaration de Giscard faite à Bordeaux devant la Fédération des Associations de Veuves Civiles réunie en congrès. Souci tardif du pouvoir concernant le sort souvent accablant des femmes laissées sans la moindre ressource. La promesse de Giscard d'une assurance veuvage ne saurait satisfaire les revendications des femmes. Celles-ci sont toujours considérées comme des ayant-droits et maintenues dans un état de dépendance et d'assistance.

Quant à l'alignement envisagé sur le minimum vieillesse, il apparait dérisoire. De plus, sera-t-il possible ou non de cumuler avec d'autres droits ? Et pourquoi limiter cette aide aux seules veuves ?

Bulle

Les istes et les iens

Inaugurant dans le « Matin » sa rubrique « politiquement vôtre », Guy Claisse s'exerce à des variations sur le bon usage des suffixes en politique. Il remarque que l'on dit Mitterrandiste et que l'on dit Rocardien, que l'on ne dit pas giscardiste, mais que l'on dit giscardien. Et il explique que les finales en « iste » font un peu militariste. Tandis que celles en « ien » sont vraiment très bien. Ce point de vue est celui d'un journaliste, pas celui d'un historien. Du côté des linguistes, on ne jure de rien. Par exemple, il y a bouddhiste et il y a chrétien. Il y a eu des pétainistes et il y a eu des hitlériens. G.F.

ABONNEZ-VOUS A « RIPOSTE »

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à ;
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.